

LES CONFLITS DE HAUTE INTENSITÉ, UNE MENACE RÉELLE À APPRÉHENDER

PAR ANTOINE JOSSERAND-SURRET

NOVEMBRE 2020



Armée de terre: "Nous devons penser à la perspective de conflits de haute intensité" prévient le général Facon, Laurent Lagneau, Zone militaire Opex360, 10 octobre 2018

L'armée de Terre et le chef d'état-major des armées tirent la sonnette d'alarme en prévoyant le retour possible des conflits de haute intensité, dont le risque n'avait pas vraiment disparu mais avait été éclipsé par les guerres asymétriques ou le contre-terrorisme. Depuis le milieu des années 2000, il est possible d'observer une hausse significative des dépenses d'armement et l'affirmation de certaines puissances comme la Chine. De plus, des Etats comme la Russie et la Turquie exercent une politique agressive basée sur le rapport de force avec des volontés d'expansionnisme sans compter la posture de la Chine dans la zone Indopacifique. La Chine étend son influence en Asie et son contrôle sur de larges espaces, en particulier maritimes, en prenant possession d'îlots ou de récifs qu'elle militarise au mépris du droit international. Elle mène une politique agressive envers les Etats de la région et n'hésite plus à menacer ouvertement Taïwan en évoquant une invasion militaire de l'île pour en prendre le contrôle.¹

Il y a une dégradation sensible du contexte international avec un retour des logiques de puissance et une hausse des conflits, d'abord régionaux, qui redeviennent plus conventionnels. En effet, des guerres civiles deviennent des conflits « par procuration » entre puissances comme en Libye ou en Syrie où il peut même y avoir une intervention directe comme le montre le cas de la Turquie. Aussi, les conflits entre Etats, n'ayant jamais disparu, redeviennent probables comme le montre le cas de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ou encore les situations en Méditerranée orientale, en Asie et au Moyen Orient. En plus d'une résurgence de ce type de conflits, ces derniers deviennent plus durs et complexes pour les forces armées notamment au regard du développement de technologies qui peuvent être accessibles pour nombre d'Etats ou de groupes armés. Les engagements des forces deviennent plus longs avec des opérations de plusieurs années à l'image des interventions en Afghanistan, au Sahel ou encore en Irak.

De plus, les forces armées ont connu de nombreuses réductions budgétaires en ce qui concerne les moyens et les effectifs durant les années 2000 en Europe et en France. Depuis les attentats, les moyens alloués à la défense augmentent à nouveau mais les efforts ne portent pas encore leurs fruits en raison de la difficulté pour les forces armées de remonter en puissance à court terme selon le général Lecointre.² Aussi, les forces de défense ont été engagées principalement dans des conflits post-Guerre Froide conformément aux différents livres blancs et revues stratégiques où la menace principale résidait dans le terrorisme militarisé à l'image de ce qui se passe au Sahel et en Irak. Les engagements occidentaux et donc français étaient majoritairement des opérations de lutte contre le terrorisme de nature asymétrique ou contre-insurrectionnelle.

¹ <https://www.capital.fr/economie-politique/la-chine-menace-taiwan-dune-invasion-militaire-1381359>

²

<http://www.opex360.com/2020/10/16/peut-on-envisager-daccellerer-la-remontee-en-puissance-des-armees-le-general-lecointre-en-doute/>

Or, ces conflits existent encore mais ont tendance à être supplantés par ceux opposant des Etats directement ou indirectement. Des guerres par procuration entre puissance peuvent en effet se dérouler dans le cadre de conflits civils comme en Libye par exemple où la guerre elle-même a évolué passant d'un conflit entre des groupes ou milices à des combats opposants des camps lourdement équipés en blindés, aviation, artillerie et directement soutenus par des puissances étrangères comme la Turquie. Selon le général Thierry Burkhard « nous sommes à la fin d'un cycle de conflictualité »³. Les conflits régionaux se développent avec des risques d'escalade entre puissances. Les dépenses militaires mondiales ont singulièrement augmenté en arrivant à un niveau qui n'avait plus été atteint depuis la Guerre Froide, illustrant ici l'anticipation par les Etats d'une hausse des conflits et leur permettant de s'affirmer sur la scène internationale. De nombreux Etats n'hésitent plus à employer la force pour arriver à leurs fins et pratiquent la politique du fait accompli. Les tensions vont également se développer autour de l'accès aux ressources et de leur contrôle dans le cadre des bouleversements climatiques qui impactent la géopolitique.

Les formats des troupes engagées vont changer tout comme les méthodes de combat. En effet, les conflits actuels mobilisent des effectifs réduits de l'ordre 5 000 hommes pour le Sahel qui pour la France constitue son plus grand déploiement. Ce que l'armée appelle le « pion d'emploi » varie de 150 à 1 200 hommes selon le général Burkhard. Selon lui, il faudra désormais être capable d'engager une brigade (8 000 hommes) et même une division (25 000 hommes) sur des théâtres d'opérations plus rudes et où la supériorité militaire sera fortement contestée.⁴ Il convient de prendre en compte cette évolution de la conflictualité fortement liée à la dégradation des relations internationales et du retour des logiques de puissance. La manière de faire la guerre change aussi avec le développement des nouvelles technologies et de matériels comme les drones.

Les conflits utiliseront encore plus qu'aujourd'hui les capacités cyber par exemple. Les cyberattaques sont parfaitement intégrées aux opérations militaires ou même en dehors d'entre elles pour déstabiliser ou affaiblir un Etat, ses forces armées aussi. La menace cyber est donc à prendre très au sérieux d'autant que les sociétés sont de plus en plus connectées et cela vaut aussi pour les forces armées. L'un des défis posés par les attaques cyber est l'attribution de l'attaque à un Etat ou un groupe et cette attribution est complexe dans le domaine cyber. De plus, la guerre informationnelle pourrait se développer en raison de la place occupée par les réseaux sociaux et le numérique. Ainsi, comme l'affirme la hiérarchie militaire « la désinformation et l'information sont devenues une arme extrêmement puissante » capable de saper l'acceptabilité de la population pour une opération par exemple en décrédibilisant l'action des forces sur le terrain. Les conflits évoluant vers de la haute intensité et de l'inter-étatisme, l'appareil de défense doit être préparé pour y répondre.

³ <https://www.lefigaro.fr/international/l-armee-de-terre-se-prepare-a-des-conflits-plus-durs-20200617>

⁴

<https://www.lefigaro.fr/international/general-burkhard-nous-devons-etre-prets-a-la-haute-intensite-20201007>

Dans cette optique, le ministère des Armées voit son budget augmenter avec pour la première fois une loi de programmation militaire respectée. Les crédits pour les équipements et l'augmentation des effectifs sont la priorité avec les innovations. La remontée puissance est à l'ordre du jour mais cette dernière prendra du temps comme l'a souligné le chef d'état-major des armées, le général Lecointre⁵. Il affirme qu'il faut du temps avant de percevoir le matériel, utiliser les sommes prévues et remodeler les effectifs en conséquence alors que les effets des coupes budgétaires précédentes ont laissé des marques. Il ne faudrait pas que la remontée en puissance soit trop rapide pour permettre une certaine anticipation des enjeux et menaces dans un monde plus imprévisible et multipolaire.

L'accent est mis sur la préparation des forces et le développement de nouveaux matériels comme les drones, les outils cyber et les parades pouvant être apportées aux nouvelles méthodes de combat. Cet accent n'est pas que unilatéral. Ainsi, l'armée française (à l'image de ses alliés) développe des armes anti-drones à l'image du laser HELMA-P actuellement en phase de test à Biscarrosse où les résultats sont « *prometteurs* »⁶. L'armée investit également le champ de la guerre informationnelle en prévoyant de communiquer de fausses informations sur les mouvements de troupes pour tromper l'adversaire⁷. De plus, l'entraînement des forces est un défi à relever en particulier pour l'armée de terre qui dans ces conflits futurs devra déployer de forts contingents. L'état-major a décidé de réaliser des exercices et manœuvres de grande ampleur à l'horizon 2023 avec l'organisation d'un exercice à l'échelle de la division, soit plus de 15 000 hommes. La coopération interarmées et interalliés se doit d'être renforcée dans ce type d'exercices en prévision d'interventions communes sur un théâtre d'opération plus dur. Parmi les priorités du chef d'état-major de l'armée de terre figure la protection des territoires d'Outre-mer en particulier ceux du Pacifique et de l'Océan indien, zones au cœur des tensions géopolitiques avec la Chine.

L'armée française n'est pas la seule à appréhender ces menaces. C'est une crainte aussi partagée par ses alliés en premier lieu les Etats-Unis dont le Pentagone est bien conscient de la menace et entend préparer les forces américaines à un monde plus incertain et imprévisible. L'Angleterre est sur la même ligne avec la volonté de restructurer son armée, aux effectifs faibles, avec l'idée de fixer les effectifs à 75 000 hommes (selon la revue stratégique) et de regagner de la masse grâce à la technologie notamment robotique⁸.

5

<http://www.opex360.com/2020/10/16/peut-on-envisager-daccellerer-la-remontee-en-puissance-des-armees-le-general-lecointre-en-doute/>

6

<http://www.opex360.com/2020/11/09/larme-laser-anti-drone-francaise-helma-p-a-fait-des-debuts-prometteurs/>

⁷ <https://www.lefigaro.fr/international/l-armee-de-terre-s-entraîne-a-la-guerre-informationnelle-20201008>

8

<http://www.opex360.com/2020/11/09/en-sous-effectif-chronique-la-british-army-pourrait-compter-30-000-ro-bots-dans-les-annees-2030/>

La conflictualité va ainsi évoluer vers des conflits plus durs avec le retour de puissances voulant étendre leur influence et s'affirmer sur la scène internationale, marquée par un recul du multilatéralisme et une hausse des tensions. Les conflits régionaux tendent à perdurer et se développer alors que les conflits dit « gelés » ne le sont pas vraiment comme le montre la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui n'a pour l'instant pas conduit à une escalade entre des puissances majeures malgré l'implication d'Etats comme la Turquie. Le cas de l'Ukraine est également significatif de ce type de conflit avec l'implication directe de la Russie qui reste sous un certain seuil préfigurant des conflits dit aussi hybrides à savoir la combinaison entre des moyens conventionnels, irréguliers et asymétriques.



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

